

à-peu-près, avec les Etats-Unis, pourquoi donc ne pas l'avoir avec les provinces du golfe ? (Ecoutez !) Je répète aussi que nous ferions bien mieux de songer à maintenir et fortifier notre union avec la mère-patrie, que d'adopter le plan qui nous conduit infailliblement à la séparation de la mère-patrie. (Ecoutez !) Mais, M. l'ORATEUR, on doit encore considérer ce projet à un autre point de vue. Lorsque les Etats-Unis ont établi leurs institutions actuelles ils naissaient comme peuple, c'est vrai, mais ils n'avaient pas, à côté d'eux, un dangereux voisin. Or, nous ne sommes pas encore une nation et nous avons ici-près un dangereux, un très-dangereux voisin. A ce sujet, voici la 30e résolution :—

“ Le gouvernement général et le parlement auront tous les pouvoirs dont ils auront besoin, comme portion de l'empire britannique, pour remplir, envers les pays étrangers, les obligations naissant des traités qui existeront ou pourront exister entre la Grande-Bretagne et ces pays.”

Il est juste que le gouvernement général ait ces pouvoirs ; mais le fait même qu'on est obligé de faire une pareille réserve indique malheureusement trop bien que l'horizon est sombre du côté de nos voisins. C'est une chose singulière que, d'un côté, nous ayons recours à cette union par la juste crainte que nous inspirent les Etats-Unis, tandis qu'avec la plus grande assurance on étale devant nous nos immenses ressources qui font de nous la troisième ou quatrième puissance maritime du monde. Je ne discuterai pas cette question de grandeur devant les hon. ministres. Mais réellement ils m'ont étonné ; j'ignorais que nous fussions si grands. (Ecoutez !) Mais on ajoute que, malgré toute notre splendeur, nous devons par crainte des Etats-Unis opérer promptement cette union ; comme si la puissance des Etats-Unis ou leur hostilité à notre égard allaient être modifiées par cette combinaison ! Ne seraient-ils pas, au contraire, portés davantage à nous jalouser si, tout-à-coup, nous nous posons en rivaux de leur puissance ? (Ecoutez !) A ce sujet, je crois que plusieurs questions doivent nous préoccuper. Plusieurs hon. messieurs croient qu'ils ont tout dit quand ils ont répondu à cette question : “ Quelles sont nos ressources ? ” Prenant pour base de leurs calculs, la vaste étendue de ce territoire, ils arrivent aux résultats les plus étonnants en ce qui concerne notre commerce, ils multiplient à l'infini le tonnage de nos navires et ajoutent les

importations aux exportations, y compris même le trafic à l'intérieur entre les différentes provinces. Pourquoi, d'après le même principe, ne pas tenir compte du trafic de comté à comté, d'un canton à un autre et de la ville avec la campagne, en ajoutant chaque item à notre liste d'importations et d'exportations ? Nous arriverions bien vite ainsi à prouver que nous faisons un commerce plus considérable que tout le reste de l'univers ensemble. Malheureusement, une fois ce beau calcul fini, on constaterait que le reste du monde fait plus d'affaires et est plus riche, plus peuplé et plus fort que nous. Il ne s'agit pas seulement de savoir quelles sont nos ressources, il faut savoir ce qu'elles sont comparativement à celles des Etats-Unis en premier lieu. Est-ce à dire que plus un pays est grand plus il est fort ? Nous serons, je suppose, quatre millions d'habitants dans un pays aussi grand ou plus grand que l'Europe. Pour ma part, j'aimerais mieux que nous fussions quatre millions dans un pays plus petit que l'Angleterre. La Nouvelle-Angleterre seule est plus peuplée et a plus de ressources que les provinces du golfe et le Bas-Canada réunis, et sa position compacte et plus avantagée la mettrait à même de tenir tête aux unes et à l'autre.

L'HON. PROC.-GÉN. CARTIER—La Nouvelle-Angleterre plus forte que les provinces maritimes et les deux Canadas ?

M. DUNKIN—Je n'ai pas dit cela : j'ai dit plus forte que le Bas-Canada et les provinces inférieures.

L'HON. PROC.-GÉN. CARTIER—Elle a à peu près la même population, deux millions et demi, mais nous avons plus de navires.

M. DUNKIN—Ma crainte est que si nous entrons en lutte, beaucoup de ces navires changeraient de maîtres. Dans tous les cas, nous la trouverions chaude, cette lutte. (Ecoutez ! écoutez !)

UN HON. MEMBRE—Il vaut mieux soutenir le contraire.

M. DUNKIN—Oui, oui ; “ Brag est un bon chien, mais Holdfast en est un meilleur. ” Vient ensuite l'état de New-York, auquel le Haut-Canada ne pourrait tenir tête, et New-York n'est qu'un des états limitrophes du Haut-Canada. Où est l'homme de bon sens, M. l'ORATEUR, qui croira que ces provinces sont capables de lutter contre la Nouvelle-Angleterre, New-York et les autres états situés le long de notre frontière ? Et, cependant, l'on nous parle tout comme si la con-